

Enseignement supérieur et recherche

Brevet de technicien supérieur

Définition et conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale »

NOR : ESRS0909846A

RLR : 544-4a

arrêté du 31-7-2009 - J.O. du 18-9-2009

ESR - DGESIP

Vu décret n° 95-665 du 9-5-1995 modifié ; arrêté du 9-5-1995 ; arrêté du 9-5-1995 ; arrêté du 24-6-2005 ; avis de la commission professionnelle consultative « secteurs sanitaire, social et médico-social » du 10-3-2009 ; avis de la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale du 10-3-2009 ; avis du C.S.E. du 14-5-2009 ; avis du CNESER du 18-5-2009

Article 1 - La définition et les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » sont fixées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Le référentiel des activités professionnelles, le référentiel de certification et les unités constitutives du référentiel de certification du brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » sont définis en annexe I au présent arrêté.

Les unités communes au brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » et à d'autres spécialités de brevet de technicien supérieur ainsi que les dispenses d'épreuves accordées conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 juin 2005 susvisé, sont définies en annexe I au présent arrêté.

Article 3 - La formation sanctionnée par le brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » comporte des stages en milieu professionnel dont les finalités et la durée exigée pour se présenter à l'examen sont précisées à l'annexe II au présent arrêté

Article 4 - En formation initiale sous statut scolaire, les enseignements permettant d'atteindre les compétences requises du technicien supérieur sont dispensés conformément à l'horaire hebdomadaire figurant en annexe III au présent arrêté.

Article 5 - Le règlement d'examen est fixé en annexe IV au présent arrêté. La définition des épreuves ponctuelles et des situations d'évaluation en cours de formation est fixée en annexe V au présent arrêté.

Article 6 - Pour chaque session d'examen, la date de clôture des registres d'inscription et la date de début des épreuves pratiques ou écrites sont arrêtées par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

La liste des pièces à fournir lors de l'inscription à l'examen est fixée par le ou les recteurs en charge de l'organisation de l'examen.

Article 7 - Chaque candidat s'inscrit à l'examen dans sa forme globale ou dans sa forme progressive conformément aux dispositions des articles 16, 23, 23 bis, 24 et 25 du décret du 9 mai 1995 susvisé.

Dans le cas de la forme progressive, le candidat précise les épreuves ou unités qu'il souhaite subir à la session pour laquelle il s'inscrit.

Le brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » est délivré aux candidats ayant passé avec succès l'examen défini par le présent arrêté conformément aux dispositions du titre III du décret du 9 mai 1995 susvisé.

Article 8 - Les correspondances entre les épreuves de l'examen organisées conformément à l'arrêté du 8 septembre 1999 modifié portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur « économie sociale et familiale » et les épreuves de l'examen organisées conformément au présent arrêté sont précisées en annexe VI au présent arrêté.

La durée de validité des notes égales ou supérieures à 10 sur 20 obtenues aux épreuves de l'examen subi selon les dispositions de l'arrêté du 8 septembre 1999 précité et dont le candidat demande le bénéfice dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, est reportée dans le cadre de l'examen organisé selon les dispositions du présent arrêté conformément à l'article 17 du décret susvisé et à compter de la date d'obtention de ce résultat.

Article 9 - La première session du brevet de technicien supérieur « économie sociale familiale » organisée conformément aux dispositions du présent arrêté aura lieu en 2011.

La dernière session du brevet de technicien supérieur « économie sociale et familiale » organisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 septembre 1999 précité aura lieu en 2010. À l'issue de cette session, l'arrêté du 8 septembre 1999 précité est **abrogé**.

Article 10 - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République.

Fait à Paris, le 31 juillet 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle

Patrick Hetzel

Pour le ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville
et par délégation,

Le directeur général de l'action sociale

Fabrice Heyries

Nota - Les annexes III, IV et VI sont publiées ci-après.

Le présent arrêté et l'intégralité de ses annexes seront mis en ligne sur le site www.enseignementsup-recherche.gouv.fr

Annexe III
Horaires hebdomadaires

Modules	Enseignements	Total horaire	Horaire hebdomadaire					
			1ère année			2ème année		
			cours	TD	TP	cours	TD	TP
Module 1 : Conseil et expertise technologiques	1.1. Alimentation - Santé - Hygiène	261	2	1	1,5	2	1	1,5
	1.2. Sciences physiques et chimiques appliquées	90	0	0	3*	/	/	/
	1.3. Habitat - Logement	275	2	1	1,5	2	1	2
	1.4. Économie - Consommation	120	2	1,5	0,5	/	/	/
	1.5. Méthodologie d'investigation	30	1	0	0	/	/	/
Module 2 : Animation formation	2.1. Intervention sur le quotidien et son évolution	15	0,5	0	0	/	/	/
	2.2. Techniques d'animation et de formation	45	0,5	1	0	/	/	/
	2.3. Connaissance des publics	159	1,5	1	0	1,5	1,5	0
	2.4. Méthodologie de projet	28	/	/	/	1		
Module 3 : Communication professionnelle	3.1. Communication écrite et orale	60	0	1	1	/	/	/
	3.2. Design de communication visuelle	30			1			
Module 4 : Travail en partenariat, institutionnel et inter institutionnel	4.1. Connaissance des politiques, des dispositifs et des institutions	154	/	/	/	3,5	2	0
	4.2. Analyse du fonctionnement des organisations							
Module 5 : Gestion de la vie quotidienne dans un service ou dans un établissement	5.1. Démarche qualité	14	/	/	/	0,5	0	0
	5.2. Techniques de gestion des ressources humaines	42	/	/	/	1,5	0	0
	5.3. Aménagement des espaces de vie	56	/	/	/	0,5	0	1,5
	5.4. Design d'espace		/	/	/			
	5.5. Design de produits		/	/	/			
	5.6. Circuits des repas, du linge, des déchets		/	/	/			
	5.7. Gestion budgétaire	28	/	/	/	1	0	0
L.V.E.		116	0	2	0	0	2	0
Actions professionnelles		87	0	1,5**	0	0	1,5	0
Total horaire étudiants		1610	9,5	10	8,5	13,5	9	5
			28			27,5		

* dont 0,5 h dans le cadre des travaux pratiques à visée éducative

** dont 0,5h pour l'enseignement de culture d'expression française

Les enseignements de 3-1 et 3-2 doivent être traités en co-animation : enseignants de S.T.S.M.S. et arts appliqués

Récapitulatif :

	Total horaire	Horaires	
		1ère année	2ème année
Total étudiants	1610	28/semaine	27,5/semaine
		840	770
Total professeurs	/	46,5/semaine	41,5/semaine
Stages	455	6 semaines 210	7 semaines 245
Total formation	2065	1050	1015

Répartition des modules par semaine de formation

Calcul sur : 36 - 6 = 30 semaines première année = 840 + 210 h (stage) 28h/semaine
34 - 6 = 28 semaines seconde année = 756 + 245 h (stage) 27h/semaine

Annexe IV
Règlement d'examen

B.T.S. Économie sociale familiale	Unités	Coef	Voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat, voie de formation professionnelle continue dans un établissement public habilité, voie de l'apprentissage dans un établissement habilité		Formation professionnelle continue dans un établissement public habilité		Voie scolaire dans un établissement privé hors contrat, voie professionnelle continue dans un établissement non habilité, voie de l'apprentissage dans un établissement public non habilité ou une section d'apprentissage non habilitée, voie de l'enseignement à distance	
			Forme	Durée	Forme	Durée	Forme	Durée
E1 Langue vivante étrangère : L.V.1	U1	2	CCF deux situations d'évaluation		CCF deux situations d'évaluation		Orale	45 min*
E2 Conseil et expertise technologiques	U2	6	Ponctuelle Écrite	4h	Ponctuelle Écrite	4h	Ponctuelle Écrite	4h
E3 Mise en œuvre de conseil et d'expertise technologiques	U3	6	CCF deux situations d'évaluation	5h max.	CCF deux situations d'évaluation	5h max	Ponctuelle Pratique	5h
E4 ICAF et méthodologie de projet	U4	5	Ponctuelle Oraie	40 min	CCF une situation d'évaluation	40 min	Ponctuelle Oraie	40 min
E5 Connaissance des politiques sociales	U5	5	Ponctuelle Écrite	5h	CCF une situation d'évaluation	5h	Ponctuelle Écrite	5h
Épreuve facultative Langue vivante étrangère : L.V.2 **	UF1		Orale	20 min***	Orale	20 min***	Orale	20 min***

*1ère partie : Compréhension de l'oral : 30 minutes sans préparation

2ème partie : Expression orale en continu et en interaction : 15 minutes assorties d'un temps de préparation de 30 minutes.

** la langue vivante choisie au titre de l'épreuve facultative est obligatoirement différente de celle choisie au titre de l'épreuve obligatoire.

Seuls les points au dessus de la moyenne sont pris en compte.

*** + 20 minutes de préparation

Annexe VI
Tableau de correspondance entre épreuves

BTS Économie sociale et familiale Créé par arrêté du 8 septembre 1999 modifié		BTS Économie sociale familiale Créé par le présent arrêté	
Épreuves ou sous-épreuves	Unités	Épreuves ou sous-épreuves	Unités
Épreuve E1 : Société, institution, vie quotidienne	U1	Épreuve E5 Connaissance des politiques sociales	U5
Épreuve E2 : Économie et gestion appliquées à la profession et Épreuve E3 : Sciences appliquées -sous-épreuve : sciences appliquées à l'alimentation et à la santé Sous-épreuve : sciences et technologie de l'habitat et de l'environnement	U2 et U31 et U32	Épreuve E2 Conseil et expertise technologiques	U2
Épreuve E4 : Épreuve pratique	U4	Épreuve E3 Mise en œuvre de conseil et d'expertise technologiques	U3
Épreuve E5 : Étude de projet	U5	Épreuve E4 ICAF et méthodologie de projet	U4
Épreuve E6 : Langue vivante étrangère	U6	Épreuve E1 : Langue vivante étrangère	U1